



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°2025-335**

**portant mise en demeure faite à l'entreprise UNILIN de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le territoire de la commune de Bazeilles (08140)**

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui dispose : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...] ;
- Limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- [...] ;
- Prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. » ;

**Vu** l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui dispose :

« [...] »

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- Les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- Les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4540 délivré le 26 juillet 2002 à la société UNILIN pour l'exploitation d'une unité de fabrication de panneaux de bois sur le territoire de la commune de Bazeilles ;

**Vu** l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral n°4540 délivré le 26 juillet 2002 susvisé qui dispose : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

[...] » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E2-LuP/DeF-n°25/121, du 27 mars 2025 établi à l'issue de la visite d'inspection du 13 mars 2025 ;

**Vu** la copie du rapport de l'inspection de l'environnement portée, le 28 mars 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 28 mars 2025 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier du 7 avril 2025.

### **Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite du 13 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :
  - a) L'eau provenant de chez UNILIN et présente dans le milieu (en amont de la confluence du rejet et du Rule) est de couleur gris-bleu avec des matières irisées et marrons en surface et des sédiments gris-clair dans le fond du cours d'eau. Un liquide irisé provenant d'anciennes canalisations s'écoule directement dans le cours d'eau. Le niveau du bassin d'eau pluviale n'est pas maîtrisé, c'est le déversoir d'orage qui, en cas d'augmentation du niveau, s'épanche vers le milieu naturel. L'abri dans lequel sont les pompes permettant l'évacuation des eaux du bassin est inondé d'une eau sale. Une forte odeur de dégradation de matière organique émane du bassin, des matières blanches surnagent. L'exploitant a indiqué qu'un petit bassin, habituellement vide, présente une fissure justifiant ainsi de son niveau de remplissage et du fonctionnement d'une pompe. Ce bassin de rétention des eaux pluviales sert également de rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
  - b) Les plans fournis par l'exploitant ne correspondent pas aux exigences réglementaires, notamment vis-à-vis des indications concernant les ouvrages de toutes sortes dont le séparateur hydrocarbures ou encore les points de rejets de toute nature ;
  - c) A proximité des deux rejets dans le milieu naturel, deux containers de 1 000 L d'eau de javel sont disposés l'un sans rétention et l'autre avec une rétention fissurée ;

2. lors du contradictoire, l'exploitant ne fournit aucune information concernant la gestion du niveau du bassin, des odeurs, ni de la réparation du bassin qui présentent un remplissage anormal (fissure dans la paroi). L'exploitant ne fournit pas non plus de procédure permettant de s'assurer de la surveillance ni de l'entretien du bassin. Ce dernier n'a jamais été vidé, les sédiments se sont donc accumulés avec le temps réduisant ainsi la capacité du bassin ;
3. le plan des réseaux fourni lors du contradictoire n'indique pas les deux tuyaux d'évacuation bouchés, qui plus est ne sont pas étanches et présentent des fuites. Le plan transmis n'est donc pas à jour ;
4. l'exploitant indique avoir éliminé les produits chimiques stockés hors rétention mais n'a pas fourni les justificatifs associés ;
5. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel susvisé ainsi qu'à l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;
6. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où ils peuvent conduire à la pollution des eaux du Rule, des eaux souterraines (par infiltration) et du sol ;
7. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société UNILIN de respecter les prescriptions et dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel susvisé et de l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : objet

La société UNILIN, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro SIREN 420 482 119 et dont le siège social est situé Bazeilles – CS 40913 à Sedan (08200), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bazeilles (08140), les dispositions prévues par :

- l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en prenant les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses installations pour limiter son impact sur l'environnement, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en établissant un plan des réseaux d'alimentation et de collecte conformément aux dispositions dudit article, et notamment ses paragraphes II et III, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2002 en s'assurant que les produits nécessaires et présents autour de la station de traitement des eaux soient disposés sur des rétentions adaptées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 : sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 3 : délais et voies de recours**

En application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à Mme le ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. En application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, en cas de recours administratif, le délai de recours contentieux ne commence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsque ces recours administratifs ont été rejetés.

**Article 4 : droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 : publicité**

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

**Article 6 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société UNILIN et dont une copie sera transmise pour information au maire de Bazeilles.

Charleville-Mézières, le 03 JUIN 2025

le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

JOËL DUBREUIL